

*Questions orales*

**M. le Président:** On ne peut pas exiger du ministre qu'il commente un article paru dans un journal. Toutefois, rien ne l'en empêche, s'il le désire.

**M. Wilson (Etobicoke-Centre):** Je ne sais pas si je dois considérer cela comme un encouragement ou non. Je pense que j'ai déjà répondu à la question. Le gouvernement a fait état de sa politique et nous nous y tenons.

**M. Langdon:** En fait, la précédente question ne traitait pas du report.

## LA LÉGISLATION SUR LA DISTRIBUTION DES FILMS

**M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor):** Monsieur le Président, puisque c'est le ministre qui répond à cette question, pourrait-il prendre l'engagement à la Chambre, un engagement contredit par des représentants du ministère des Communications, que l'accord de libre-échange n'affaiblira pas la législation sur la distribution des films?

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, laissez-moi répéter, ce qui est très semblable à ce qu'a dit la ministre des Communications, que nous avons l'intention de créer un marché séparé pour les distributeurs de films au Canada et de donner aux distributeurs canadiens la possibilité de profiter de ce marché.

\* \* \*

## LA PLANIFICATION DE L'EMPLOI

## LES PROGRAMMES DE RETOUR AU TRAVAIL À L'INTENTION DES FEMMES

**M. Don Ravis (Saskatoon-Est):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Emploi et de l'Immigration. Le YWCA et les Immigrant Women of Saskatchewan ont mis de nombreux programmes en oeuvre à Saskatoon, dans le cadre du programme de retour au travail de la Planification de l'emploi. Ces programmes s'occupent spécifiquement de la formation des femmes.

Les premiers programmes ont été très bénéfiques et on veut les poursuivre. Le ministre va-t-il assurer à la Chambre que le gouvernement va continuer à prévoir des programmes et des fonds qui permettent aux femmes de se former, de se perfectionner et d'améliorer leurs chances d'entrer sur le marché du travail?

**L'hon. Benoît Bouchard (ministre de l'Emploi et de l'Immigration):** Monsieur le Président, je remercie le député de poser la question. L'opposition conviendra, j'en suis sûr, que les femmes doivent constituer une partie importante du marché du travail. La Planification canadienne de l'emploi a prévu de nombreux emplois pour les femmes dans divers secteurs d'activité. Je puis assurer à mon collègue que nous allons continuer à nous préoccuper d'accroître et d'améliorer les aptitudes des femmes qui sont sur le marché du travail. En outre, il y a quelque deux semaines, j'ai demandé aux gouvernements provinciaux d'ouvrir davantage de postes d'apprenti aux femmes, car il n'y en a pas suffisamment pour elles. Autrement dit, il n'y a

pas suffisamment de postes et il nous faut remédier à cette situation.

\* \* \*

## LE COMMERCE EXTÉRIEUR

## L'ACCORD COMMERCIAL CANADO-AMÉRICAIN—L'INCIDENCE SUR L'EMPLOI DES FEMMES

**L'hon. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce—Lachine-Est):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Dans un récent discours, le premier ministre ontarien a parlé d'une étude réalisée en Ontario d'après laquelle les travailleuses des industries manufacturières seront très durement touchées par l'accord commercial canado-américain. Selon cette étude, plus de 100 000 femmes ontariennes pourraient perdre leur emploi par suite de l'accord. Comme cette analyse s'applique également à d'autres provinces, quand le premier ministre commencera-t-il à prendre ces préoccupations au sérieux? S'il insiste pour aller de l'avant malgré les faiblesses de cet accord, présentera-t-il au moins un programme spécial de reclassement et de recyclage des nombreux Canadiens qui se retrouveront sans travail?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, mon honorable ami parle d'une étude ontarienne. On a fait beaucoup de battage autour de ce document scandaleux, trompeur et partial qui ne peut absolument pas résister à l'examen dont devraient faire l'objet les documents présentés par des personnes haut placées.

Il est très clair que le premier ministre Peterson est aussi honteux de ce document qu'il l'est des propos tenus par son ministre, M. Quinter, car ni l'un ni l'autre ne contribue utilement au débat national qui a lieu actuellement.

En ce qui concerne les préoccupations très légitimes de mon honorable ami au sujet des possibilités d'emploi pour les femmes, je suis très heureux de lui signaler que depuis qu'il a prêté serment, le gouvernement a créé 1 019 000 nouveaux emplois, dont plus de 55 p. 100 sont allés à des femmes. Voilà notre contribution, voilà les réalisations que nous cherchons constamment à améliorer ici comme partout ailleurs au Canada.

● (1450)

Plusieurs études, dont une menée par Katie Macmillan du Conseil consultatif canadien de la situation de la femme, ont conclu que le libre-échange permettra aux femmes d'accéder à des emplois mieux rémunérés et améliorera leurs perspectives d'emploi dans tout le pays. C'est là un objectif national auquel mon honorable ami souscrit sûrement.

## LA TENEUR DE L'ACCORD—LA POSITION DU PREMIER MINISTRE

**L'hon. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce—Lachine-Est):** Monsieur le Président, une fois de plus, le premier ministre n'a pas répondu à la question. S'il dispose de meilleures études sur les gains et les pertes d'emplois, qu'il les rende publiques pour que nous puissions en prendre connaissance.